
Uruguay : menace de construction d'une troisième usine géante de cellulose

En 2017, la société finlandaise UPM a signé un contrat avec le gouvernement uruguayen pour la construction d'une troisième usine géante de production de cellulose. Dans ce projet, la multinationale impose des conditions exorbitantes.

Avec une superficie d'à peine 17 millions d'hectares et un peu plus de trois millions d'habitants, l'Uruguay compte deux usines géantes de production de cellulose. D'une part, l'usine de la finlandaise UPM (anciennement Botnia) située sur le fleuve Uruguay produit 1,3 million de tonnes par an. D'autre part, l'usine Montes del Plata sur le fleuve de la Plata, du consortium formé de la suédo-finlandaise Stora-Enso et de la chilienne Arauco, produit 1,4 million de tonnes par an.

Actuellement, le projet de construction d'une éventuelle troisième usine a été mis de l'avant. En 2017, UPM a signé un contrat avec le gouvernement uruguayen pour l'installation de sa deuxième usine dans le pays. Dans ce projet, la multinationale impose des conditions exorbitantes que le gouvernement a acceptées.

Rien de nouveau ici. Lors de l'installation des deux premières usines, le gouvernement uruguayen avait accordé tous les avantages que ces entreprises avaient exigés (notamment l'installation en zone franche et l'exonération d'impôts nationaux). Il avait préparé des accords sur mesure de protection des investissements et signé des ententes « secrètes » avec les entreprises. Le tout dans un hermétisme complet et en divulguant les conséquences de ces accords pour le pays seulement après leur signature.

L'entreprise impose, le gouvernement dispose

En 2016, les rumeurs ont commencé à circuler sur la construction d'une troisième usine géante de cellulose. Celle-ci serait installée dans le centre du pays, sur une autre des principales sources d'eau douce du pays, la rivière Negro, avec un investissement de 4 milliards de dollars. La future usine serait située à environ 300 kilomètres de la capitale Montevideo. Et l'histoire s'est une nouvelle fois répétée. Le gouvernement a agi dans le secret le plus absolu, en excluant complètement la société civile et en entamant les négociations avec la finlandaise UPM pour l'installation de sa deuxième usine géante (UPM2) en Uruguay. (1)

À la fin de 2017, le gouvernement a signé un contrat avec l'entreprise qui a permis à UPM d'obtenir les conditions nécessaires pour aller de l'avant avec son investissement. Cette usine aurait une capacité annuelle de production de jusqu'à 2,4 millions de tonnes de cellulose. Avec ce contrat, le gouvernement s'est engagé à réaliser des ouvrages d'infrastructure routière et ferroviaire pour relier l'usine de cellulose avec la capitale du pays, ainsi que la construction d'ouvrages dans le port de Montevideo à l'usage exclusif de l'entreprise. D'une valeur supérieure à mille millions de dollars, ces ouvrages ont été fixés comme condition pour que l'entreprise tranche en faveur de son installation dans le pays. Et ce n'est qu'après que le gouvernement « a avancé considérablement » dans la réalisation des ouvrages annoncés, que l'entreprise confirmerait si elle construit

Négociations secrètes et fausses promesses

Une fois encore, convaincu que la troisième usine de cellulose « sauvera » le pays, le gouvernement a cédé aux pressions d'UPM. Lorsque le contrat secret a été rendu public, il est devenu clair à quel point les négociations ont été absurdes.

L'entreprise et le gouvernement ont lancé de fausses promesses pour tenter de « pacifier » le scandale des exigences de l'UPM. Et l'histoire s'est répétée une nouvelle fois. Ce sont les mêmes promesses faites lors de la construction des deux premières usines : des milliers et des milliers d'emplois, une augmentation du PIB, du développement et encore plus de développement.

En mars 2018, le document sur la « viabilité environnementale de l'emplacement, » une des étapes préalables à la présentation d'une évaluation d'impact environnemental, a été publié. Ce document a permis au public à d'accéder à d'autres données sur le projet. (3)

Investissement : selon un article récent du MOVUS (Movimiento por un Uruguay Sustentable, Mouvement pour un Uruguay durable), l'investissement que l'entreprise promet, si le gouvernement d'Uruguay respecte sa partie de l'accord, atteindrait environ 2,5 milliards de dollars au lieu des 4 milliards annoncés initialement. Cependant, les investissements du gouvernement uruguayen seraient d'environ 1,85 milliard de dollars au lieu du milliard indiqué à l'origine ; (4)

Plantations : L'expansion de la monoculture d'arbres découlant de l'installation d'usines de cellulose constitue une des principales dénonciations des groupes de la société civile à propos de ce projet. Malgré les centaines de milliers d'hectares de monocultures d'eucalyptus que le pays compte déjà, les usines auront besoin d'encore plus de plantations situées à proximité de celles-ci. Même si le gouvernement avait manifesté qu'il ne serait pas nécessaire d'augmenter la superficie des plantations, les documents récemment publiés montrent que si le projet va de l'avant, la superficie des monocultures d'eucalyptus augmentera de presque 90 000 hectares dans la zone d'impact du projet ;

Emplois : à court terme, les promesses de milliers d'emplois durant l'étape de construction d'UPM2 peuvent éblouir. Mais après les trois premières années, à partir de la mise en service, l'ensemble du complexe de l'usine ne créera qu'environ 500 emplois, selon les données de l'entreprise ;

Revenus pour le pays : puisqu'elle se trouvera dans une zone franche, l'entreprise ne payera aucun type d'impôt. La redevance due en vertu du contrat pour l'utilisation de la zone franche est de 2,1 millions de dollars par an, un montant dérisoire si on le compare aux plus de 1,8 milliard de dollars investis par le gouvernement d'Uruguay en infrastructures et autres subventions.

Eau : selon l'UPM, l'entreprise contribuera à améliorer la qualité de l'eau de la rivière Negro. Dans les faits, l'usine puisera 125 millions de litres d'eau de la rivière par jour et retournera 106,5 millions de litres « d'effluents traités, » selon l'entreprise. La demande en eau de l'usine équivaut à celle d'une ville de 960 000 habitants ! Les eaux de la rivière Negro sont déjà saturées de substances comme le phosphore et l'azote. Même si l'entreprise garantit que les niveaux de contamination de ses effluents seront inférieurs aux seuils permis par les normes pour tous les éléments y compris ceux-ci, elle aggravera tout de même l'eutrophisation (augmentation démesurée des algues toxiques) déjà existante de la rivière. (4)

Une leçon non apprise

Aujourd'hui, le pays compte plus d'un million d'hectares de monocultures d'eucalyptus et de pins qui appartiennent pour la plupart à une poignée de sociétés transnationales. UPM et Stora-Enso/Arauco possèdent presque un demi-million d'hectares.

Les plantations industrielles d'arbres et la « sojatisation » (remplacement des cultures traditionnelles par le soja) ont contribué à une transformation sans précédent du pays : les prairies (le principal écosystème de l'Uruguay) ont été remplacées par des déserts verts de soja et d'arbres ; la tenure de la terre a changé significativement avec une grande concentration des terres dans les mains de sociétés transnationales ; et le dépeuplement de la campagne s'est accéléré. Selon le dernier recensement, moins de 5 pour cent de la population du pays vit en milieu rural. Le prix de la terre s'est multiplié par 10 de 2000 à 2014.

Avec le temps, les promesses d'emploi et de développement ne sont pas tenues. La population locale reçoit des aumônes dérisoires dans le cadre des programmes de « responsabilité sociale d'entreprise, » comparativement aux profits qu'engrangent ces grandes sociétés privées. Le département du Río Negro, où se trouve la première usine d'UPM qui a commencé ses activités en 2007, a longtemps eu le taux de chômage le plus élevé au pays.

Malgré les effets évidents dénoncés, les entreprises tentent d'écoblanchir leurs activités en « conservant » la flore et la faune indigènes dans quelques « îles » du territoire. Pour y parvenir, les sociétés investissent dans des techniciens et des ONG de conservation. Toutefois, à l'extérieur de ces « îles de conservation, » la création de cycles courts continus de 7 ou 8 années de monocultures d'arbres détruit des centaines de milliers d'hectares de champs. Les plantations industrielles génèrent de multiples effets négatifs : diminution ou perte totale de l'eau des ruisseaux et des puits ; impact sur la faune et la flore indigènes ; rupture du tissu social et familial en milieu rural, pour n'en nommer que quelques-uns.

Néanmoins, le gouvernement uruguayen continue d'attacher le pays à de nouveaux mégaprojets cellulosiques sans discuter du modèle industriel des monocultures à grande échelle ni des conséquences qu'ils entraînent pour les populations locales et le pays en général.

Ces mégaprojets favorisent les inégalités, les iniquités et la dépendance envers le capital étranger. C'est ainsi que se consolide, une fois de plus, une économie d'enclave, un pays du Sud mondial fournisseur de matières premières aux pays du centre, dont la population assume les coûts environnementaux et une partie des coûts économiques. Est-ce le pays que nous voulons ?

*Lizzie Díaz, lizzie [at] wrm.org.uy y Teresa Pérez, teresap [at] wrm.org.uy
Membres du secrétariat international du WRM*

- (1) [« Que ganaría Uruguay con una tercera planta de celulosa? »](#)
- (2) [Contrat Uruguay – UPM](#)
- (3) [Viabilidad Ambiental de Localización de UPM2](#)
- (4) [« La insustentable levedad de la planta UPM 2 »](#)

